EXTRAIT DU DICTIONNAIRE HISTORIQUE DES ACADÉMICIENS DE LYON

GOUNOT EMMANUEL (1885-1960)

par Dominique Saint-Pierre

Emmanuel Henri Gounot est né le 18 juin 1855 à Connaux (Gard), fils de Jules Marie Gounot (Nancy, 18 septembre 1859-Connaux 1888), voyageur de commerce, et de Pauline *Emma* Michel (Connaux 1861-Lyon 18 novembre 1942). Son frère aîné Charles *Albert* Gounot (Villeurbanne 6 janvier 1884-Tunis 20 juin 1853), lazariste, de la congrégation de la Mission, professeur à Dax, puis à Constantine, supérieur du grand séminaire de Montauban en 1930, nommé le 14 août 1937 archevêque coadjuteur avec droit de succession de l'archevêque de Carthage sera titulaire du siège le 16 mai 1939 à la mort de Mgr Lemaire. Après des études secondaires au petit séminaire de Verrières (Loire) et à l'institution des Chartreux à Lyon, Emmanuel passe aux facultés catholiques de Lyon une licence de lettres (1905), et devient docteur en droit en 1912 avec une thèse soutenue à Dijon : *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique* (Paris : Rousseau, 1912, 470 p.). En 1913, il soutient une thèse de sciences politiques titré *Les réformes professionnelles par le referendum patronal : de la sanction par l'autorité publique des accords entre chefs d'entreprises commerciales et industrielles pour l'amélioration des conditions de travail* (Paris : A. Rousseau, 1913, 171 p.). Avocat à la cour d'appel de Lyon en 1913 (bâtonnier en 1953-1954), maître de conférence en 1913, puis professeur de droit commercial à la faculté catholique de droit de Lyon, dont il devient doyen (juillet 1944-1954). Professeur à l'école supérieure de commerce de Lyon de 1919 à 1933 et à l'école de préparation coloniale de la chambre de commerce de 1926 à 1934. Il prend sa retraite en 1955. Président de la fédération des familles de Lyon et du Rhône en 1940, président de l'Association (régionale en 1943, départementale en 1950) pour la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence depuis sa fondation en 1943 jusqu'en 1946, président de l'Union départementale des associations familiales du Rhône de 1945 à 1948, président du Centre national de coordination des mouvements familiaux de 1940 à 1945. Conseiller municipal de Lyon de juillet 1941 à janvier 1943 comme représentant des familles nombreuses. Partisan d'un ministère de la famille dans les années 1930, il avait été chargé par le gouvernement de Vichy de rédiger un projet de loi sur la famille, qui est devenue la loi du 29 décembre 1942, dite « loi Gounot », sur les associations familiales en tant que corps intermédiaire, reprise en partie dans l'ordonnance du 3 mars 1945 (création de L'Udaf et de l'Unaf). Avec Marius Gonin, il s'occupe de la *Chronique sociale* et des *Semaines sociales* dans lesquelles il intervient régulièrement. Au même moment, poursuivant sa carrière d'avocat, il a assuré la défense du philosophe personnaliste Emmanuel Mounier, poursuivi pour ses liens avec le mouvement de résistance *Combat*. Chevalier de la Légion d'honneur le 13 janvier 1919 à titre militaire (croix de guerre et quatre citations), officier le 6 janvier 1950 sur rapport du ministre de la Population

comme membre du CA de l'Union nationale des associations familiales (19800035/359/48297). Commandeur de l'ordre de Grégoire-le-Grand. Il est mort à Lyon, à son domicile 12 rue Alphonse Fochier (act. rue Saint-Exupéry), le 14 mai 1960, et inhumé le 17 mai à Neuville-sur-Ain, après une cérémonie à Ainay. Il avait épousé le 22 mai 1916 Anna Pey (4 octobre 1889-20 avril 1978), fille de Pierre Jean Baptiste Louis Pey (Lyon 1858-Thol [Ain] 1923) et d'Augustine Fanny Poyard (Lyon, 1859-1947), mariés à Lyon le 7 février 1883. Outre un frère tué le 3 septembre 1914, Anna a un frère prêtre du Prado et une sœur religieuse de Saint-Vincent-de-Paul. Elle élèvera onze enfants. Suivant les traces de son père et, comme lui, grande figure du catholicisme social, sa fille aînée Emma, née en 1917, avocate au barreau de Lyon, a défendu sous l'Occupation, lors du procès de *Combat* en 1942 deux diffuseurs de *Témoignage chrétien*, puis, après la Libération, les collaborateurs, réagissant à ce qu'elle considérait comme les excès de l'épuration. Elle a également assuré la défense de membres du FLN pendant la guerre d'Algérie. Devenue, elle aussi, professeur à la faculté catholique de droit (1939-1984), elle a fondé en 1974, l'Institut des sciences de la famille. Après avoir été secrétaire générale des *Semaines sociales*, elle a, après son père, présidé de 1974 à 1994 l'Association départementale du Rhône pour la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Il y a une Allée Emmanuel Gounot, à Lyon 5^e au Point-du-Jour (délibération du conseil municipal du 28 avril 1986).

ACADÉMIE

Élu le 7 décembre 1943 au fauteuil 5, section 3 Lettres. Il prononce son discours de réception le 6 juin 1944 : « L'avènement de la famille dans le droit public ». Membre émérite en 1959. Un éloge lui est consacré dans le compte rendu de la séance de l'Académie du 17 mai 1960.

BIBLIOGRAPHIE

D. Reuillard, *DBF*. – Roger Voog, *DMR*. – Ch. Ponson, *Les catholiques lyonnais et la Chronique sociale*, Lyon 1979. – Maurice Chavrier, *Emmanuel Gounot 1885-1960*, *Bull. liaison UNAF* 124, 1960, 16 p. – Jean-Baptiste Soufron, *Emmanuel Gounot, du catholicisme social au personnalisme juridique*, Univ. Lille-2, 2003, 104 p. – Romain Blanchard, *Emmanuel Gounot et la théorie de l'autonomie de la volonté*, Univ. Nantes, 2004. – CNAHES Rhône Alpes, interview d'Emma Gounot, en ligne.

PUBLICATIONS

L'essentiel d'une politique nouvelle de la population, *Semaine Sociale de Grenoble*, 1923, Lyon : Chronique sociale de France, 1923, 19 p. – *L'épouse et la mère en droit français*, *Semaine Sociale de Nancy*, août 1927, Lyon : Chronique sociale, s.d., 20 p. – *L'Entreprise industrielle d'aujourd'hui. Sa structure juridique*, *Semaine sociale de Besançon (1929)*, Lyon : Chronique sociale, 1930, 24 p. – *Actionnaires et Conseils d'administration*, *Semaine sociale de Mulhouse*, Lyon : Chronique sociale, [1933], 28 p.

Notice révisée.